



TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°10 - DÉCEMBRE 2019



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Service Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

Une croissance mondiale ralentie

En Isère :
des créations d'emplois,
un recul du chômage et des allocataires du RSA

2019 | Un premier semestre satisfaisant

Dans un contexte international morose, la France a bien tiré son épingle du jeu. Il en est de même en Auvergne-Rhône-Alpes où le climat des affaires est resté favorable, sauf dans quelques secteurs industriels.

Au 1^{er} semestre 2019, l'Isère se situe parmi les départements moteurs de l'économie régionale, avec près de 3 000 créations d'emplois salariés. L'économie de proximité (artisanat, commerce et tourisme) présente aussi une bonne santé.

Sur la période, le département a également enregistré une baisse soutenue de toutes les catégories de demandeurs d'emploi (- 940) et un recul des allocataires du RSA (-490). Cette amélioration de la situation a particulièrement bénéficié aux moins de 30 ans, alors que la situation est restée dégradée pour les plus de 50 ans.

L'employabilité des séniors devient un défi d'autant plus important au regard du vieillissement de la population auquel l'Isère va devoir faire face dans les décennies à venir (cf zoom de la dernière page).

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité et tourisme	7
Zoom sur les projections de population	8

La France a résisté malgré un ralentissement mondial

INTERNATIONAL | Un ralentissement généralisé de l'économie mondiale

Le 1^{er} semestre 2019 a été marqué par une dégradation de l'environnement international, sous la conjonction de deux facteurs : les tensions protectionnistes entre la Chine et les Etats-Unis et les incertitudes liées au Brexit. Il en résulte un ralentissement marqué de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. Ce repli a concerné aussi bien les pays émergents et en développement que les pays avancés.

Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale : +3 % en 2019 contre +3,7 % en 2018, Il s'agit du niveau le plus bas depuis 2008-2009.

Cette année, la zone euro a subi un ralentissement économique : son PIB progresserait de +1,2 % en 2019 (contre +1,9 % en 2018). L'activité a mieux résisté en France et en Espagne qu'en Allemagne et en Italie.

FRANCE | Une croissance qui a bien résisté

Avec un rythme régulier (+0,3 % sur les trois premiers trimestres), la croissance française a dépassé celle de la zone euro. Ce bon niveau d'activité a été soutenu par la consommation et l'investissement privé comme public. A l'inverse, le commerce extérieur a impacté négativement la croissance du PIB.

Aux 2^e et 3^e trimestres 2019, la production a diminué dans l'industrie tout en restant soutenue dans la construction et les services.

Au final, selon l'Insee, la croissance pourrait atteindre +1,3 % en 2019 (après +1,7 % en 2018).

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Une conjoncture moins favorable dans l'industrie

Au 1^{er} semestre 2019, le climat des affaires est toujours favorable dans les services marchands et le BTP mais la diminution des commandes a contraint les niveaux de production des entreprises industrielles.

Dans l'industrie, la production tend à se stabiliser, pénalisée par un recul dans les principaux secteurs (caoutchouc-plastiques, matériels de transport, machines et équipements, produits métalliques). A l'inverse, l'agroalimentaire, la chimie, le textile-habillement-cuir et les équipements électriques restent dynamiques.

Dans les services, l'activité a progressé grâce à une bonne tenue de la demande globale. Le transport, l'hébergement-restauration et l'informatique ont été les secteurs les plus porteurs.

Dans le BTP, les carnets de commande sont toujours bien remplis dans l'ensemble des activités : le gros œuvre bénéficiant des taux d'intérêt réduits, le second œuvre et les travaux publics profitant des investissements des collectivités locales.

À RETENIR

Prévisions de croissance pour 2019

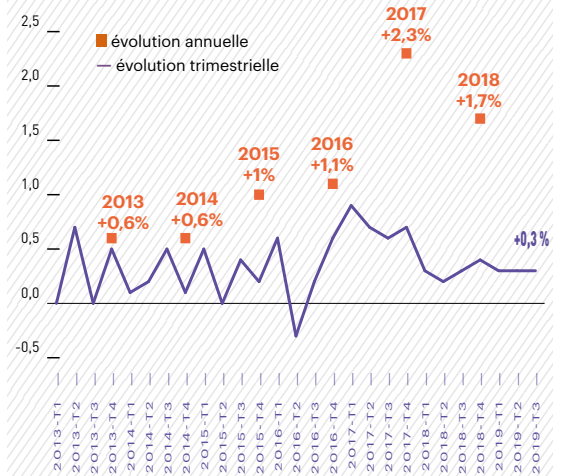
Monde +3 %
Zone euro +1,2 %
France +1,3 %

Contribution des différentes composantes à la croissance du PIB au 3^e trimestre 2019

PIB 3 ^e trimestre 2019 : + 0,3 %	
Investissement	▲ + 0,9 %
Consommation des ménages	▲ + 0,3 %
Production totale	▲ + 0,3 %
Exportations	▲ + 0,3 %
Solde commercial	▼ - 0,4 %

Source : Insee données révisées au 30 octobre 2019

France : évolution du PIB en volume (en %)



Source : Insee données révisées au 30 octobre 2019

Sources : FMI, INSEE, Banque de France

Pour aller plus loin :
www.imf.org
www.insee.fr
www.banque-france.fr

L'Isère, un des départements les plus dynamiques de la région

ÉVOLUTION | Une croissance soutenue au 1^{er} trimestre

Fin juin 2019, l'Isère comptait 466 710 emplois salariés, dont 69 % dans les secteurs marchands et 31 % dans le tertiaire non marchand (administration, enseignement, santé et action sociale).

Sur les six premiers mois de l'année, l'économie iséroise a créé 2 940 emplois salariés (contre 1 900 et 1 840 aux 2 semestres précédents).

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'Isère a été l'un des moteurs de la croissance de l'emploi, avec la Drôme et le Rhône.

Après une forte hausse au 1^{er} trimestre 2019 (+0,5 %), l'emploi salarié isérois a subi un coup de frein au 2^e trimestre (+0,1 %). Ce ralentissement a été également observé dans la plupart des autres départements de la région ainsi qu'en France.

ACTIVITÉS | Des créations d'emplois qui ont perduré dans l'industrie et le tertiaire

Comme l'an dernier, l'emploi salarié isérois a continué d'augmenter dans tous les secteurs au 1^{er} semestre 2019.

L'industrie, qui rassemble 80 360 salariés, a enregistré un solde positif de 480 emplois, grâce à la fabrication des équipements électriques, électroniques et informatiques. Au 2^e trimestre, les effectifs industriels ont progressé plus rapidement en Isère (+0,2 %) qu'en France (stabilité). Fait remarquable, la région a représenté les trois quarts des créations d'emplois industriels en France.

La construction a créé 240 emplois sur le 1^{er} trimestre mais en a perdu 150 au 2^e trimestre. Cette baisse est plus forte en Isère qu'en région. En France, le secteur a poursuivi sa croissance sur les deux trimestres.

L'intérim a perdu de nouveau des emplois au 2^e trimestre après une courte embellie en début d'année. Le recul est plus prononcé en Isère et en région qu'en France (respectivement -0,6 %, -1,2 % et -0,2 %). En Auvergne-Rhône-Alpes, les effectifs intérimaires travaillant dans l'industrie ont fortement diminué au 2^e trimestre.

Le tertiaire marchand (hors intérim), qui compte 193 740 salariés, a enregistré 760 emplois supplémentaires, principalement dans les activités scientifiques et techniques et les services administratifs. Comme dans les autres secteurs, la croissance de l'emploi a ralenti au 2^e trimestre en Isère, en région et en France.

Les services non marchands, avec 144 880 salariés, ont connu une reprise au 1^{er} semestre 2019 (+700), après une baisse en 2018. L'évolution iséroise est plus favorable que la tendance régionale et nationale : stabilité au 1^{er} trimestre et hausse au 2^e.

À RETENIR

2 940 emplois supplémentaires au 1^{er} semestre 2019

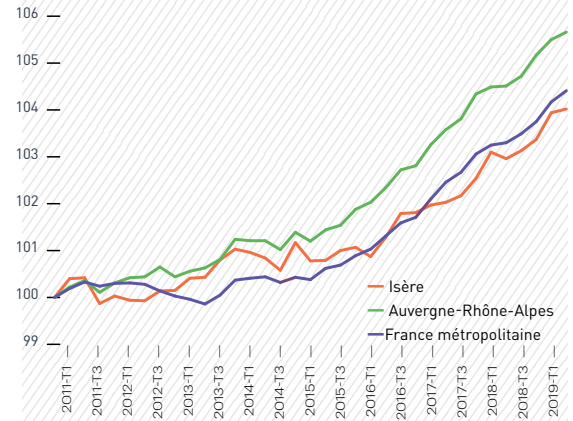
Sources : Insee, estimations d'emploi, Acooss-Urssaf, Dares Note conjoncturelle 2^e trimestre 2019 Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet, Direccte

Définition : À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

À partir du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 : l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants en prolongeant les tendances récentes.

Pour aller plus loin : www.insee.fr/

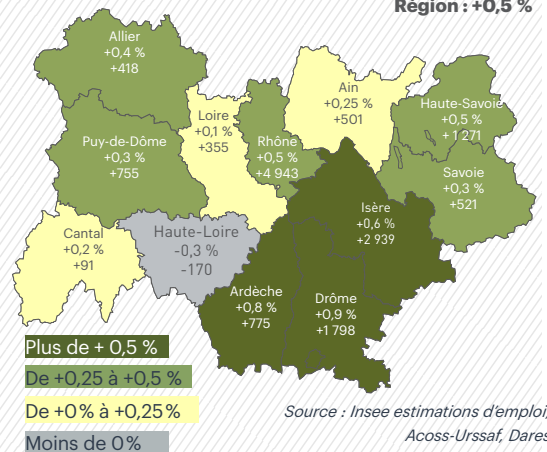
Évolution de l'emploi salarié base 100 au 4^e trimestre 2010



source : Insee estimations d'emploi

Évolution de l'emploi salarié total au 1^{er} semestre 2019

France : +0,6 %
Région : +0,5 %



Source : Insee estimations d'emploi, Acooss-Urssaf, Dares

Évolution de l'emploi salarié par activités aux 1^{er} et 2^e trimestres 2019

Activité	Isère			Auvergne Rhône-Alpes	
	Emploi au 2 ^e trim 2019	Var au 1 ^{er} trim	Var au 2 ^e trim	Var au 1 ^{er} trim	Var au 2 ^e trim
Agriculture	2 246	-0,1%	+1,8%	+1,1%	+1,8%
Industrie	80 358	+0,4%	+0,2%	+0,3%	+0,2%
Construction	27 378	+0,9%	-0,6%	+0,9%	-0,1%
Tertiaire marchand hors intérim	193 738	+0,4%	0,0%	+0,4%	+0,2%
Intérim	18 111	+5,7%	-0,6%	+0,5%	-1,2%
Services non marchands	144 883	+0,2%	+0,3%	0,0%	+0,2%
Emploi salarié marchand	466 714	+0,5%	+0,1%	+0,3%	+0,1%

source : Insee, estimations d'emploi salarié

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Un boom des créations de micro-entreprises

Sur les six premiers mois de l'année, 7 775 entreprises ont été créées en Isère, soit près de 1 266 de plus qu'au 1^{er} semestre 2018. Cette forte hausse (+19,4 %) est tirée par la dynamique des micro-entreprises (+39,7 %). Le nombre de créations de sociétés et d'entreprises individuelles a augmenté à un rythme beaucoup plus lent.

Les évolutions sont similaires en Auvergne-Rhône-Alpes et en France.

À RETENIR

7 775 créations d'entreprises dont 4 049 micro-entreprises sur le 1^{er} semestre 2019

Sources : Insee, Sirene

Définitions :

Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, à l'exclusion des reprises pour lesquelles il y a continuité d'activité et de localisation.

Pour aller plus loin : www.insee.fr/

Nombre de créations d'entreprises au 1^{er} semestre 2019 et évolution/1^{er} semestre 2018

	Nombre de créations au 1 ^{er} sem. 2019	Isère	Auvergne Rhône-Alpes
Sociétés	1 738	+4,2%	+9,5%
Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	1 988	+2,3%	+3,7%
Micro-entrepreneurs	4 049	+39,7%	+43,5%
Total	7 775	+19,4%	+21,5%
Total hors micro-entrepreneurs	3 726	+3,2%	+6,4%

Source : Insee, Sirene données brutes

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Moins de défaillances d'entreprises et de licenciements économiques

DEFAILLANCES | Fort repli

Fin juin 2019, le nombre de défaillances cumulées sur un an s'est élevé à 989 en Isère. Le repli amorcé depuis 2016 s'est poursuivi sur les 12 derniers mois (-10,3 %). La situation est beaucoup plus favorable en Isère qu'en région (-2,1 %) et qu'en France (+1,6 %).

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES | En forte baisse

Sur les 6 premiers mois de l'année, 857 licenciements ont été enregistrés en Isère, soit une baisse de 40 % par rapport au 1^{er} semestre 2018.

ACTIVITÉ PARTIELLE* | Retournement de tendance avec une hausse au 1^{er} semestre

Au 1^{er} semestre 2019, le nombre d'heures chômées a augmenté pour la première fois depuis 2 ans.

Les secteurs qui ont le plus recours à l'activité partielle ont été à nouveau les travaux de construction spécialisés et la restauration.

* Dispositif permettant aux entreprises confrontées à une conjoncture économique difficile ou des circonstances exceptionnelles de réduire ou suspendre temporairement leur activité. Durant cette période, l'employeur verse une indemnisation au salarié. L'État garantit à l'employeur une prise en charge partielle de l'indemnisation des heures chômées.

À RETENIR

989 défaillances sur les 12 derniers mois

Sources : Banque de France, Direccte

Définitions :

Défaillances d'entreprises : ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire.

Pour aller plus loin : www.banque-france.fr

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) : établi dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique, il vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il doit faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Le PSE est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés, lorsque la procédure concerne au moins 10 salariés.

Evolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel



Nombre de licenciements économiques au 1^{er} semestre 2019

5% des licenciements dans le cadre d'un PSE

	Nombre	Ratio /1 000 salariés
Bassin Grenoblois	493	2,5
Pays Voironnais et Sud-Gresivaudan	110	3,3
Isère Rhodanienne Bièvre-Valloire	131	2,9
Nord Isère	123	1,6
Total Isère	857	2,4

Source : Unité Territoriale de l'Isère de la DIRECCTE

Une tendance à la baisse qui se poursuit

TAUX DE CHÔMAGE | En baisse sur l'ensemble du département

Au cours du 1^{er} semestre 2019, le taux de chômage départemental a baissé de 0,3 point, une évolution identique à celle de la France métropolitaine et légèrement plus soutenue qu'en région (-0,2 point). En Auvergne-Rhône-Alpes, tous les départements sont orientés à la baisse.

Le taux de chômage de l'Isère (6,9 %) est resté inférieur à ceux de la région (7,3 %) et de la France métropolitaine (8,2 %).

Les trois zones d'emploi du département ont bénéficié d'une diminution du niveau de chômage : Grenoble (6,8 %; -0,2 point), Bourgoin-Jallieu (7,2 %; -0,3 point) et Vienne Roussillon (7,4 %; -0,3 point).

Zoom sur la région Auvergne-Rhône-Alpes

- Taux de chômage : 7,3 %
- au 3^e rang des régions présentant les taux les plus faibles de France derrière la Bretagne et les Pays de la Loire, ex æquo (7,0 %).
- Isère au 6^e rang des 12 départements

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une baisse plus soutenue en Isère pour toutes les catégories

Au 30 juin 2019, le département comptait 96 350 demandeurs d'emploi dont 59 % sans activité (56 610) et 41 % en activité réduite (39 740). Au cours du 1^{er} semestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi a baissé (-1 %) nettement plus qu'en région (-0,1 %) et qu'en France métropolitaine (-0,5 %).

Sur cette même période, l'Isère a enregistré une baisse de 850 demandeurs d'emploi de **catégorie A**, dans la continuité du 1^{er} semestre 2018. La baisse départementale (-1,5 %) a été plus soutenue que celles de la région (-0,7 %) et de la France Métropolitaine (-1,1 %).

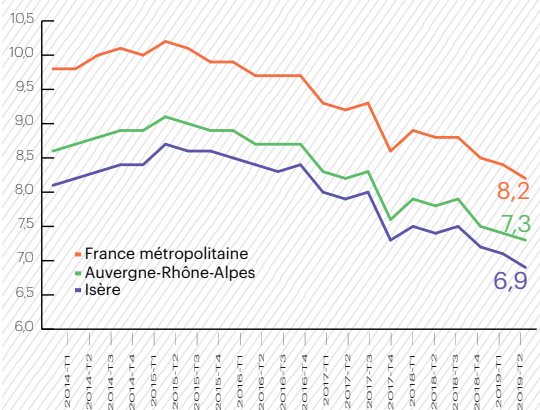
Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégorie BC) sont légèrement moins nombreux (-90) : l'Isère s'est distinguée ainsi de la région et de la France métropolitaine qui, inversement, ont enregistré une hausse (respectivement +0,8 % et +0,6 %).

Les jeunes, hommes ou femmes, ont bénéficié de cette évolution favorable. Un autre constat positif mérite une attention particulière : le retournement de tendance du chômage longue durée qui est en repli, pour la première fois depuis près de deux ans. En revanche, aucune amélioration n'est encore constatée pour les seniors, toujours plus nombreux à venir s'inscrire à Pôle emploi, en particulier ceux qui cumulent chômage et activité réduite (catégorie C).

À RETENIR

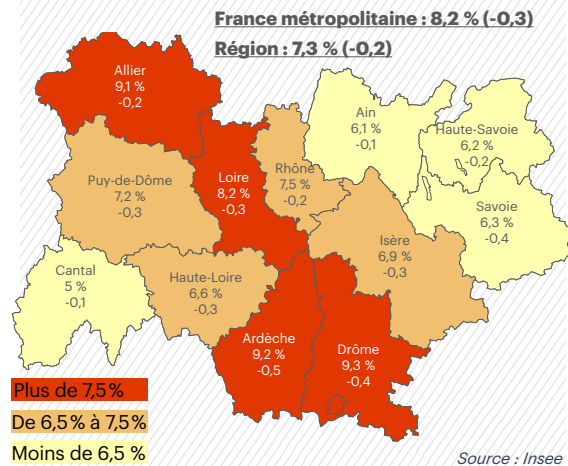
Au 1^{er} semestre 2019 : une baisse de 940 demandeurs d'emplois (cat. ABC)

Evolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT



Source : Insee

Taux de chômage par département au 2^e trimestre 2019 et évolution semestrielle (en points)



Sources : Insee, Pôle Emploi

Définitions :

Le taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin :

<http://auvergne-rhone-alpes.directe.gouv.fr/>

Evolution des demandeurs d'emploi au 1^{er} semestre 2019

	2 ^e trim 2019	Evolution 1 ^{er} sem. 2019
Isère catégories ABC ⁽¹⁾	96 350	-1,0%
dont catégorie A ⁽¹⁾	56 610	-1,5%
dont catégories BC ⁽¹⁾	39 740	-0,2%
dont moins de 25 ans ⁽²⁾	13 260	-1,6%
dont plus de 50 ans ⁽²⁾	23 630	+1,0%
Longue durée (1 an et +) ⁽²⁾	42 140	-0,7%
Très longue durée (2 ans et plus) ⁽²⁾	22 660	+4,7%

Source : Pôle Emploi et Direccte

(1) Données CVS-CJO pôle emploi

(2) Données CVS pôle emploi

Poursuite de la diminution du nombre d'allocataires du RSA

RSA | Des situations familiales contrastées selon les territoires

Au 30 juin 2019, 22 350 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 45 650 Isérois (soit 4,5 % des moins de 65 ans) vivaient dans un foyer allocataires du RSA. Parmi les foyers allocataires, 2 713 (soit 12 %) percevaient une majoration de leur allocation car en situation d'isolement avec enfant(s) à charge. Parmi l'ensemble des allocataires, plus de la moitié (54 %) sont des personnes isolées (des hommes pour les deux tiers). Ce taux atteint plus de 60 % dans les territoires de montagne (Matheysine, Trièves, Oisans, Vercors) et dans le Grésivaudan.

La part des familles monoparentales (dont plus de 90 % de femmes), qui représentent 33 % des allocataires, est plus élevée dans les territoires de la Porte des Alpes, du Voironnais-Chartreuse et de l'Agglomération grenobloise.

Près d'un quart des allocataires ont moins de 30 ans dans la plupart des territoires, sauf dans les 4 territoires de montagne où les allocataires sont plus âgés.

ÉVOLUTION | Une tendance à la baisse qui s'installe durablement

Entre juin 2018 et juin 2019, le nombre d'allocataires a diminué dans les mêmes proportions que sur la période précédente, soit -2,9 %. Cette évolution s'inscrit dans la diminution continue amorcée fin 2015.

Ainsi, en trois ans et demi, le Département compte 2 400 foyers allocataires du RSA en moins, ce qui représente 5 000 personnes qui ne vivent plus dans un foyer allocataire du RSA. Cette baisse est d'autant plus notable que, depuis 2018, le nombre d'allocataires du RSA est reparti à la hausse au niveau national et régional.

Cependant sur cette période (janvier 2016 - juin 2019), toutes les catégories d'allocataires du RSA n'ont pas été impactées de la même manière. Ainsi, avec une baisse de 20 %, le nombre d'allocataires de moins de 30 ans a diminué deux fois plus que les autres tranches d'âge. En revanche, les allocataires de plus de 50 ans ont enregistré une augmentation de 4 %. Ces évolutions démographiques sont similaires à celles du chômage.

En termes de composition familiale, ce sont les couples qui ont diminué le plus fortement. Les familles monoparentales et les hommes seuls ont enregistré des baisses identiques à la moyenne, alors que les femmes seules allocataires du RSA ont légèrement augmenté.

Les premières données (non consolidées) sur le 3^e trimestre 2019 indiquent une stabilisation du nombre d'allocataires autour de 22 200.

À RETENIR

Au 1^{er} semestre 2019 : une baisse de 490 allocataires du RSA

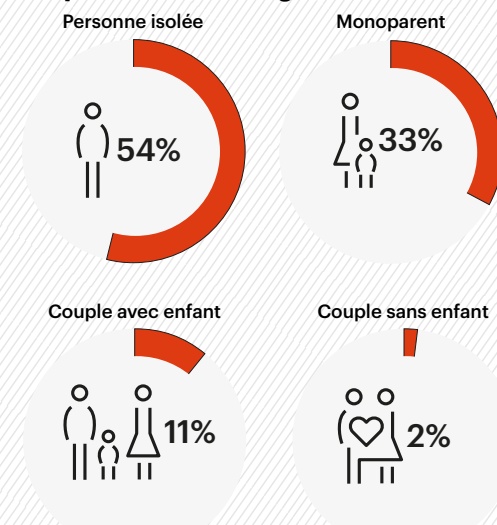
Evolution du nombre d'allocataires du RSA au 1^{er} semestre 2019 et sur un an

	juin 19	Variation 6 mois	Variation 1 an
Nombre d'allocataires du RSA	22 347	-2,2%	-2,9%
Dont sans majoration	19 634	-2,1%	-3,1%
Dont avec majoration*	2 713	-2,7%	-1,3%
Nombre de personnes vivant dans un foyer allocataires du RSA	45 639	-2,5%	-2,8%
Dont nombre d'enfants	20 340	-2,7%	-2,8%

Source : CAF ELISA données consolidées

*RSA avec majoration : sous certaines conditions (personne isolée avec des enfants à charge ou à naître), le montant forfaitaire du RSA peut être majoré.

Répartition des allocataires du RSA selon la composition des ménages



Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

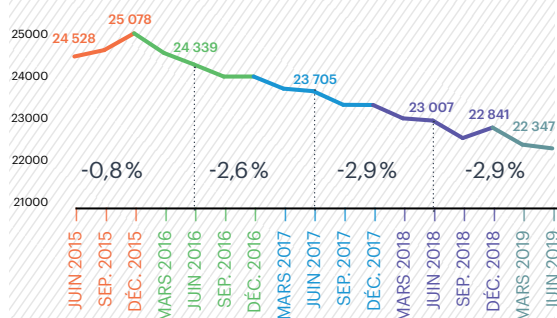
Définition : Le RSA, Revenu de solidarité Active, est une prestation entrée en vigueur au 1^{er} juin 2009.

Elle remplace deux minima sociaux existants (RMI et API) et se substitue à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi.

Rappel : Depuis le premier janvier 2016, le RSA activité a été remplacé par la prime d'activité, dispositif pris en charge par l'Etat.

Les dispositifs du RSA socle et du RSA socle +activité pris en charge par le Département sont regroupés sous le nom de RSA. Le dispositif du RSA est intégralement pris en charge par le Département, avec une aide partielle de l'Etat.

Evolution des allocataires du RSA pris en charge par le Département



Source : CAF ELISA

Une économie de proximité qui se porte bien

ARTISANAT | Un bilan favorable

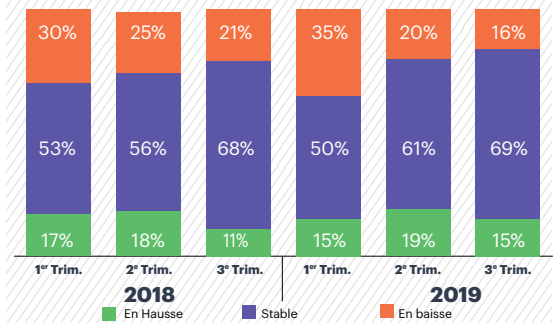
L'évolution est globalement plus favorable en 2019 qu'en 2018. Après un 1^{er} trimestre 2019 plus difficile que celui de l'année précédente, les entreprises artisanales ont profité d'un climat de reprise au 2^e trimestre qui s'est traduit par une augmentation des chiffres d'affaires et des effectifs (respectivement +4 et +3 points entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2019). L'activité s'est stabilisée au 3^e trimestre.

Le bilan a été particulièrement favorable dans les secteurs du bâtiment, de la fabrication et des services, au cours du 2^e trimestre 2019.

À RETENIR

31 600
entreprises
artisanales

Evolution des chiffres d'affaires des entreprises artisanales



Source : Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Isère

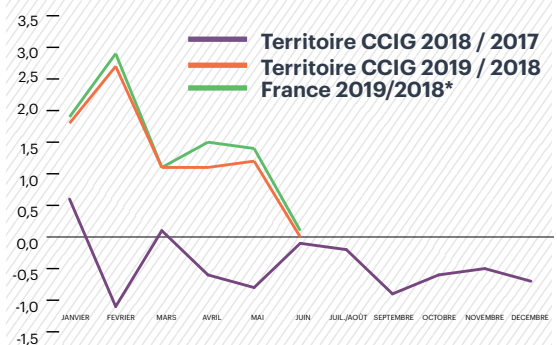
COMMERCE TRADITIONNEL* | Maintien des chiffres d'affaires

En cumul sur les 6 premiers mois, les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant se sont maintenus par rapport au 1^{er} semestre 2018, en région grenobloise comme en France.

Comparativement à 2018, les chiffres d'affaires cumulés ont augmenté dans les secteurs de l'alimentation et de la culture-loisirs mais ont diminué dans les secteurs de l'équipement de la maison, de la personne et dans celui de la santé-beauté.

Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble (*données Nord-Isère non disponibles) Chambre de Métiers et de l'Artisanat, Isère-Tourisme

Evolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2019 comparés à 2018



Source : CCI de Grenoble
Observatoire du commerce de détail indépendant (< 300 m²)
*Banque de France

TOURISME | Un bilan de saison estivale globalement positif

En Isère, l'activité touristique estivale représente 42 % de l'activité annuelle.

Pour 71 % des professionnels de l'hébergement isérois, la saison d'été 2019 a été satisfaisante. Le volume de nuitées globales (marchandes et non marchandes) est estimé à un peu plus de 9 millions de juin à septembre 2019, soit un niveau de fréquentation proche de celui de 2018, en légère hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières saisons.

La hausse de fréquentation observée dans les campings ou gîtes, notamment en milieu rural, confirme la tendance à vouloir « se mettre au vert ».

Les activités culturelles et sportives ont également été plébiscitées. Enfin, la recherche de fraîcheur a joué en faveur de la montagne et des lacs.

Principaux événements de l'été 2019

- Coupe du monde de football féminine : 80 420 spectateurs dont 12 000 étrangers
- Festival de Jazz à Vienne : 229 000 personnes (+3%)
- Trail des passerelles du lac de Monteynard : 6 255 inscrits (+4%)
- Course cycliste de la Marmotte à l'Alpe d'Huez : 7 500 coureurs
- Festival de Berlioz : 38 000 spectateurs (+7%)
- Vercors Musique Festival : 16 000 spectateurs

Source : Isère Tourisme

*Données Nord-Isère non disponibles

1,5 millions d'Isérois à horizon 2050

EVOLUTION | Toujours plus d'habitants mais une croissance qui ralentit

Selon les estimations de l'Insee, l'Isère compte 1,262 millions d'habitants en 2019, soit une croissance de population de +0,6 % en moyenne par an sur les 5 dernières années. Quels que soient les scénarii de projection de population, l'Isère devrait voir sa population continuer à augmenter d'ici 2050 (entre +0,3 % et +0,8 % selon les scénarii).

La population iséroise pourrait atteindre 1,511 millions en 2050, si les tendances récentes d'évolution (fécondité, mortalité et migrations) se poursuivaient, soit 250 000 personnes supplémentaires, l'équivalent de la ville de Bordeaux.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'Isère se situe au 4^e rang des plus fortes croissances démographiques, ex-aequo avec le Puy-de-Dôme, la Drôme, l'Ardèche et la Savoie.

Tout comme sur la période actuelle, la croissance démographique du département reposerait principalement sur le solde naturel (naissances supérieures aux décès), une particularité partagée avec le Rhône.

AGE | Une population jeune mais vieillissante

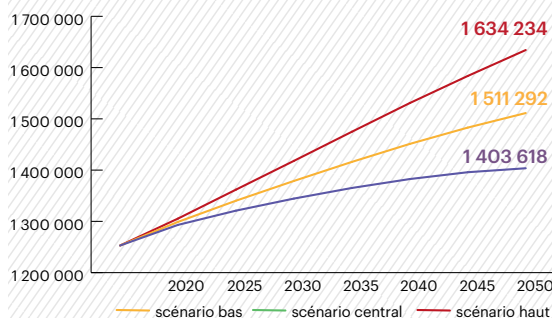
Bien qu'étant un territoire relativement jeune, l'Isère n'échappe pas au vieillissement de la population, enjeu primordial des années à venir. Si les personnes âgées de 75 ans et plus sont actuellement 104 000 sur le Département, elles seraient 150 000 en 2030 et 221 000 en 2050 (selon le scénario central), soit plus du double.

Du fait d'une croissance significative (+2,4 % par an d'ici 2050 contre +0,5 % pour l'ensemble de la population), elles représenteraient demain une proportion plus importante de la population. Aujourd'hui, 8,5 % de la population iséroise est âgée de 75 ans ou plus ; ce taux atteindrait 14,6 % en 2050.

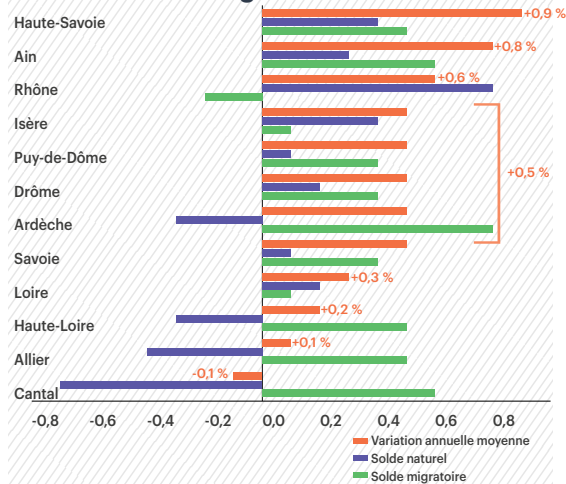
À RETENIR

En 2050, 250 000 personnes supplémentaires en Isère

Projection de population à l'horizon 2050

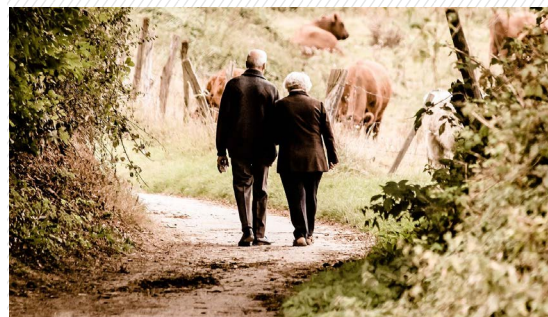


Variation de population et contribution des soldes naturel et migratoire d'ici 2050



Sources : Insee - Projections Omphale 2017, Département de l'Isère

Pour plus d'informations : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2869709>



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
Co-directeur : Séverine BATTIN
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
5 rue Eugène Faure - CS 40020 - 38027 Grenoble Cedex 3
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 3
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

